

Discours du ministre des Affaires étrangères de la République de Cuba, Bruno Rodríguez Parrilla, lors du débat général du segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Image not found or type unknown

Discours du ministre des Affaires étrangères de la République de Cuba, Bruno Rodríguez Parrilla, lors du débat général du segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies.

New York, 21 septembre 2022

Monsieur le Président :

Délégués :

L'impact de la pandémie de covid 19 a révélé, comme jamais auparavant, la véritable essence de l'ordre international injuste et insoutenable qui prévaut.

Jamais auparavant l'humanité n'a eu ce formidable potentiel scientifique et technique, cette capacité extraordinaire de générer de la richesse et du bien-être, et pourtant jamais auparavant le monde n'a été aussi inégal et l'inégalité aussi profonde.

828 millions de personnes, soit 10 % de la population mondiale, souffrent de la faim et près de 50 millions d'enfants souffrent d'émaciation, la forme la plus mortelle de malnutrition.

Le chômage touchera 207 millions de personnes en 2022, soit 21 millions de plus qu'en 2019. En plein milieu de la quatrième révolution industrielle, 773 millions d'êtres humains ne savent ni lire ni écrire.

Près de 6,5 millions de personnes sont mortes à cause de la pandémie de VIH/sida. Les vaccins sont inaccessibles à un milliard de personnes dans les pays à faible revenu. En 2021, les transnationales pharmaceutiques ont gagné 84,588 milliards de dollars.

La dette extérieure a été payée plusieurs fois mais elle se multiplie. Paradoxalement, les dépenses militaires mondiales montent en flèche et dépassent pour la première fois les 2 000 milliards de dollars.

Rien ne justifie le fait que l'humanité soit toujours menacée par l'existence de près de 13 000 armes nucléaires. Nous prônons l'universalité du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Combien de choses supplémentaires pourrions-nous faire si ces ressources étaient consacrées à la promotion de la santé et du développement ? Combien de décès dus au covid-19 et à d'autres causes auraient pu être évités ? Combien d'enfants seraient sauvés de la faim et de maladies évitables ou guérissables ?

Monsieur le Président :

Les gaz à effet de serre ont enregistré des concentrations record en 2021 et il en sera de même en 2022. Le niveau moyen de la mer a atteint un nouveau sommet. Les sept dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées.

Nous ne pouvons pas continuer à ignorer les avertissements de la catastrophe climatique imminente. Nous n'avons qu'une seule Terre, la seule maison pour nous tous. Nous devons agir sans plus attendre.

La "philosophie de la guerre et de la dépossession" et les modes de production et de consommation irrationnels du capitalisme conduiront à la catastrophe.

Les relations internationales sont sur une voie très dangereuse. L'offensive américaine visant à assujettir les États par la menace et la coercition économique, militaire et politico-diplomatique, afin de les soumettre à un ordre basé sur ses règles capricieuses, ainsi que l'expansion de l'OTAN et le développement d'une doctrine agressive et d'une guerre non conventionnelle de cinquième génération, conduisent inévitablement à un climat de tension et de conflit, dont les conséquences sont imprévisibles.

Monsieur le Président :

Cuba, un petit État insulaire en développement, a payé un prix élevé pour défendre son droit légitime à exister en tant que nation souveraine et indépendante.

Depuis plus de six décennies, nous résistons à un blocus économique, commercial et financier impitoyable et unilatéral qui s'est intensifié à des niveaux sans précédent depuis 2019 et pendant la pandémie.

Trente ans après la première résolution de cette Assemblée contre le blocus, le gouvernement des États-Unis continue d'ignorer la demande quasi unanime de la communauté internationale de cesser sa politique illégale et cruelle contre Cuba.

Il persiste dans ses efforts pour générer des privations matérielles, des pénuries, des souffrances, pour semer le découragement et le mécontentement et pour causer du tort au peuple cubain.

Le gouvernement des États-Unis renforce la pression sur les gouvernements, les institutions bancaires et les entreprises du monde entier qui souhaitent avoir des relations avec Cuba et recherche de manière obsessionnelle toutes les sources de revenus et les entrées de devises étrangères dans le pays, afin de provoquer un effondrement économique.

En conséquence, l'économie cubaine a subi des pressions extraordinaires, qui se manifestent dans l'industrie, les services, les pénuries de nourriture et de médicaments et la détérioration du niveau de consommation et du bien-être général de la population.

Le préjudice humain causé par cette politique à toutes les familles cubaines, impossible à quantifier, est énorme, cruel et immoral.

Le blocus est un acte de guerre économique en temps de paix.

Le gouvernement actuel des États-Unis maintient en vigueur les mesures de pression les plus agressives contre notre pays, adoptées par le gouvernement du président Donald Trump.

L'inclusion injustifiée de Cuba sur la liste arbitraire et unilatérale du département d'État des pays qui soutiennent prétendument le terrorisme se poursuit.

Cette qualification calomnieuse impose un stigmatisme à nos entités et institutions, et rend les transactions financières et commerciales, les paiements et les crédits extrêmement difficiles.

Cuba, qui a été victime du terrorisme d'État, ne fait pas ni ne fera jamais la promotion du terrorisme. Au contraire, nous le condamnons sous toutes ses formes et manifestations.

Le gouvernement américain manipule de manière opportuniste des questions très sensibles telles que le terrorisme, la religion, la démocratie, la justice, la corruption et les droits de l'homme.

Les doubles standards, l'incohérence, la sélectivité et la manipulation politique nuisent à la cause des droits de l'homme.

Le discours précédent du ministre tchèque des affaires étrangères, qui n'ose pas mentionner le crime du blocus de Cuba, en est un triste exemple.

Nous avons clairement alerté le gouvernement américain sur la nécessité de s'attaquer aux facteurs qui encouragent la migration irrégulière et causent des pertes de vies humaines, tels que son incapacité, depuis 2017, à remplir son obligation, en vertu des accords bilatéraux existants, d'accorder pas moins de 20 000 visas annuels pour les migrants ; l'existence de la loi d'ajustement cubain, le traitement privilégié à motivation politique, les pressions restrictives sur les pays de transit réguliers et le blocus économique renforcé.

L'annonce faite aujourd'hui du retour du traitement des visas de migrants à l'ambassade des États-Unis à La Havane est une mesure positive.

Cuba réitère sa volonté d'avancer vers une meilleure compréhension avec le gouvernement des États-Unis et d'entretenir des relations civilisées et même de coopération entre les deux pays, sur la base du respect mutuel, de l'égalité souveraine et sans porter atteinte ni à notre indépendance ni à notre souveraineté, malgré de profondes différences.

Nous soulignons le précieux engagement et les récentes manifestations de Cubains et de descendants de Cubains, sous toutes les latitudes et dans ce pays, en faveur du respect des droits souverains de Cuba et du rejet de l'agression impitoyable des États-Unis, en particulier du blocus économique.

Je suis également profondément reconnaissant pour les déclarations des chefs d'État et de gouvernement dans ce débat général, le soutien historique de cette Assemblée et les expressions de solidarité envers Cuba par des gouvernements, des personnalités, des organisations politiques et des mouvements de solidarité, sociaux et populaires du monde entier.

Aujourd'hui, cette solidarité et ce soutien restent essentiels.

Monsieur le Président :

Malgré les énormes défis, le peuple et le gouvernement cubains n'ont pas faibli dans leur détermination d'avancer dans la construction d'une société socialiste plus juste, démocratique, prospère et durable.

Nous avons surmonté le covid-19 avec des ressources, nos propres vaccins et la force de notre système de santé publique et scientifique. Nous avons pu collaborer modestement en envoyant 58 brigades médicales au pire moment de la pandémie dans 42 pays et territoires.

Nous nous sommes efforcés de rétablir la vie économique et sociale du pays, de soutenir la transformation de nos communautés et de maintenir et d'étendre les programmes sociaux.

Nous continuons à améliorer notre système juridique, notre État socialiste de droit et de justice sociale, afin de garantir le plein exercice de tous les droits de l'homme par tous les Cubains, et d'enrichir le système de justice sociale dont plusieurs générations ont bénéficié.

Le 25 septembre, après un large processus de participation et de consultation populaire, le référendum législatif sur un nouveau code de la famille inclusif aura lieu . Ce sera l'exercice d'une véritable démocratie directe et du pouvoir effectif du peuple cubain.

Monsieur le Président :

L'"unité dans la diversité" proposée par le président de l'époque, Raúl Castro, est possible dans les pays du Sud et dans la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, qui ne cesse de se renforcer et qui crée les conditions pour que notre région progresse vers des formes plus élevées d'intégration et de coopération, sur la base des postulats de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix.

Nous apprécions la position digne adoptée par plusieurs pays de notre région face aux exclusions arbitraires dans les forums hémisphériques.

Nous renouvelons notre soutien et notre solidarité avec la République bolivarienne du Venezuela, son président constitutionnel, Nicolás Maduro Moros, et l'unité civile et militaire de son peuple, face aux tentatives de déstabilisation et de subversion de l'ordre interne de ce pays frère. Nous rejetons l'application de mesures coercitives unilatérales contre le Venezuela.

Nous dénonçons les tentatives impérialistes de déstabiliser le gouvernement de réconciliation et d'unité nationale du Nicaragua. Nous réitérons notre ferme soutien au peuple nicaraguayen frère et à son président, Daniel Ortega.

Nous sommes solidaires des nations sœurs des Caraïbes et soutenons leur demande légitime de réparations pour les effets néfastes du colonialisme et de l'esclavage. Ils ont besoin et méritent un traitement équitable, spécial et différencié.

Nous réaffirmons notre engagement historique envers l'autodétermination et l'indépendance du peuple de Porto Rico.

Haïti a besoin d'une contribution spéciale de la communauté internationale pour sa reconstruction et son développement. L'humanité a une dette envers cette République fondatrice.

Nous soutenons la revendication légitime du président Alberto Fernandez et du peuple de la République argentine concernant la souveraineté sur les îles Malouines, Sandwich du Sud et Géorgie du Sud et les zones maritimes environnantes.

Nous exprimons notre entière solidarité avec la vice-présidente argentine, Cristina Fernández de Kirchner, qui, victime d'un harcèlement judiciaire et médiatique injuste et infondé, a récemment subi une vicieuse tentative d'assassinat.

Nous réitérons notre ferme engagement en faveur de la paix en Colombie. La volonté manifeste de paix de l'actuel président Gustavo Petro et des parties concernées mérite le soutien de la région et de la communauté internationale.

Les ressources nécessaires doivent être fournies pour soutenir l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui établit la feuille de route pour le développement de ce continent frère.

Nous préconisons la recherche d'une solution pacifique et négociée à la situation imposée à la Syrie, et exigeons la cessation des ingérences extérieures et le plein respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.

Nous soutenons une solution juste, globale et durable au conflit du Moyen-Orient, qui garantisse l'exercice réel du droit inaliénable du peuple palestinien à construire son propre État dans les frontières d'avant 1967, avec sa capitale à Jérusalem-Est, et la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens occupés.

Nous réaffirmons notre solidarité indéfectible avec le peuple sahraoui.

Nous rejetons les mesures coercitives unilatérales imposées à la République islamique d'Iran.

Nous condamnons l'imposition de mesures économiques unilatérales injustes contre la République populaire démocratique de Corée et l'ingérence extérieure dans ses affaires.

Nous nous opposons à l'ingérence dans les affaires intérieures de la République du Bélarus.

Nous réaffirmons notre rejet de l'imposition de sanctions unilatérales contre la Fédération de Russie.

Nous condamnons les campagnes de dénigrement sans fondement contre la République populaire de Chine et les tentatives de porter atteinte à son intégrité territoriale et à sa souveraineté. Nous réitérons notre soutien indéfectible au principe d'une seule Chine.

Nous préconisons une solution diplomatique sérieuse, constructive et réaliste à la guerre actuelle en Ukraine, par des moyens pacifiques et dans le respect des normes du droit international, qui garantit la sécurité et la souveraineté de tous.

Monsieur le Président :

Cuba continuera à élever la voix pour rejeter la domination et l'hégémonisme, les mesures coercitives unilatérales, les blocus génocidaires et la tentative d'imposer au monde une culture et un modèle uniques.

Nous ne renoncerons jamais à défendre l'indépendance, la souveraineté et l'autodétermination des peuples, sans ingérence ni intervention étrangère.

Pour notre passé glorieux, pour le présent et l'avenir des nouvelles générations de Cubains, avec le leadership du président Miguel Díaz-Canel, nous résisterons de manière créative et nous lutterons sans relâche jusqu'à ce que nous réalisons nos rêves de paix et de développement avec équité et justice sociale pour Cuba et pour le monde.

Merci beaucoup.

(Cubaminrex)

(Traduction Reynaldo Henquén Radio Havane Cuba)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/299934-discours-du-ministre-des-affaires-etrangeres-de-la-republique-de-cuba-bruno-rodriguez-parrilla-lors-du-debat-general-du-segment-de-haut-niveau-de-lassemblee-generale-des-nations-unies>



Radio Habana Cuba